

Extrait du FAKIR | Presse alternative | Edition électronique

<http://www.fakirpresse.info/L-Europe-est-une-machine-a-737.html>

« L'Europe est une machine à inaction. » - Entretien avec Emmanuel Todd (1)

- Articles -



Date de mise en ligne : vendredi 16 mai 2014

Copyright © FAKIR | Presse alternative | Edition électronique - Tous droits

réservés

Dans son n°61, Fakir publiait « Ce qui mine, c'est le sentiment d'impuissance », une longue entrevue d'Emmanuel Todd, sur son désenchantement du « hollandisme révolutionnaire », le libre-échange, la nation, la monnaie unique, le passivisme. Autant de thèmes que le démographe évoquait dans « *L'Illusion économique* », il y a quinze ans, déjà. Dans la bataille des idées qui est en cours sur l'Europe, l'euro, l'Allemagne, on en a ressorti quelques extraits, bien d'actualité. La vidéo de cet entretien à la fin de l'article.

François Ruffin : Vous venez de publier *Le Mystère français*, avec Hervé Le Bras, mais votre livre-clé, à mes yeux, ça reste *L'Illusion économique*, paru en 1999.

Emmanuel Todd : Je dois dire que, quand j'en relis des passages, ça n'est pas tous les jours, mais je trouve que ça a bien tenu.

F.R. : Vous y proposiez une analyse de classe fulgurante, quant au libre-échange notamment, quant à la monnaie unique, quant au « passivisme » des classes éduquées, quant au Parti socialiste... Et dans notre entretien, j'aimerais qu'on voie ce qui, quinze ans plus tard, a évolué, ce qui n'a pas bougé.

« Le libre-échange continue comme avant. »

F.R. : Sur le protectionnisme, par exemple. Vous sembliez, à l'époque, assez isolé. Aujourd'hui, des économistes, des intellectuels, se rangent également derrière cette bannière. Des politiques, comme Arnaud Montebourg, ou Jean-Luc Mélenchon plus récemment, sans parler de Marine Le Pen, s'en font les portevoix. Et dans les sondages, le relèvement des barrières douanières est désormais souhaité, même parmi les cadres, qui étaient jusqu'alors hostiles à ces mesures.

E.T. : C'est vrai sur le plan théorique : plus aucun benêt type Minc ne prétend aujourd'hui à une « mondialisation heureuse », et pourtant, néanmoins, dans les faits, le libre-échange continue comme avant. Je vois donc plutôt le verre à moitié vide. Je suis surtout frappé par la lenteur, dans les - comment les appeler ? Ne leur accordons pas le terme « élites » tant elles sont médiocres - mais dans les classes dirigeantes. L'érosion des niveaux de vie s'accélère. Des pays entiers plongent dans le marasme. L'Europe se déchire entre un Sud qui se noie, et une Allemagne qui se nourrit du déclin de ses partenaires. Et avec quelle réaction ? Nulle. On aborde cette crise dans une phénoménale impréparation intellectuelle. À l'intérieur du PS, par exemple, la gauche socialiste réclame la fin des politiques d'austérité, mais sans exiger en même temps du protectionnisme, sans voir qu'on ne peut pas faire de

relance en régime de libre-échange, parce qu'on crée de la demande pour ses voisins... Les bras vous en tombent : c'est un principe d'économie keynésienne absolument élémentaire. Quand on voit l'incapacité de la gauche du PS, et même de la gauche de la gauche, à admettre que l'euro ne fonctionne pas... L'euro, c'est au-delà du libre-échange, c'est la deuxième dimension du délire... Dans cette inertie, il y a quelque chose de tout à fait stupéfiant. La faillite du modèle libéral, de ses concepts, de sa gestion, relève maintenant de l'évidence. Et pourtant, il ne se passe rien : les banques ne sont pas maîtrisées, les échanges commerciaux ne sont pas maîtrisés, les gouvernements passent leur temps à essayer de sauver l'euro qui ne marche pas. On pourrait s'énerver.

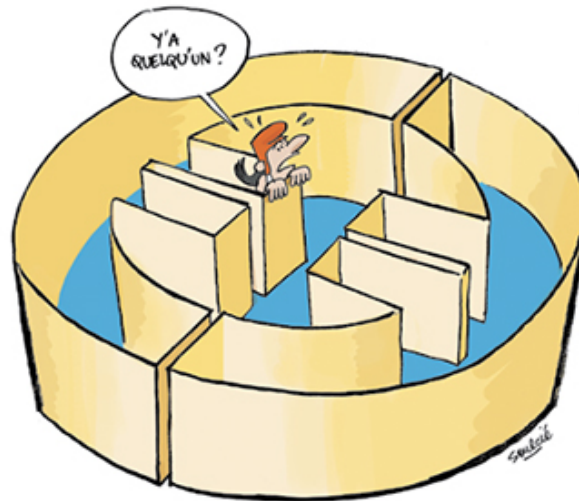
« On redevient maîtres de notre propre destin. »

F.R. : On pourrait, oui. Pour revenir au protectionnisme : dans quel cadre devrait-il se mettre en place ? Dans *L'Illusion économique*, vous souhaitiez un choix national, et ça me convenait bien. Mais quand je vous ai invité à Amiens, au printemps 2008, pour un débat sur cette question, vous parliez de « protectionnisme européen ». Et ça m'avait un peu déçu parce que, pour moi, « protectionnisme européen », ça veut dire que c'est une très belle idée à agiter, mais qu'on doit se mettre d'accord avec les Allemands, les Anglais, les Lettons, etc., et que donc, en pratique, on ne décidera jamais rien.

E.T. : Et vous aviez parfaitement raison. Il faut reconnaître ses erreurs. Pendant des années, j'ai cru à un protectionnisme européen, à la possibilité d'un accord avec l'Allemagne. Je me suis décarcassé. J'ai conféré, etc. Et j'ai, disons-le, péché par naïveté : ce n'est pas seulement que l'Allemagne est incapable de faire du protectionnisme. Mais la stratégie allemande est de maintenir son équilibre commercial aux dépens des autres pays européens. Par ailleurs, l'Europe est une machine à inaction : une politique à vingt-sept est impossible, et les politiques nationales sont interdites. La relance industrielle, ou par le logement, est contrainte par des règles budgétaires démentes. Donc, il faut que les Français se retrouvent entre eux. Que les conflits se poursuivent à l'intérieur d'un espace français. Avec des règles protectionnistes qui bénéficient à l'ensemble des Français, dont les premiers bénéficiaires, d'ailleurs, seraient sans doute les enfants d'immigrés (qui sont les moins diplômés, les plus fragiles sur le marché de l'emploi).

F.R. : Aujourd'hui, vous en revenez donc à : il y a une possibilité de faire des choix nationaux.

E.T. : Il n'y a pas d'autre issue possible. Au stade actuel, l'appartenance à la zone euro, appelons-la plutôt « *la zone mark* », nous assure une perte de substance infinie : l'indépendance nationale, l'activité industrielle, le niveau de vie, et par-dessus tout la désespérance. Qu'on sorte de ce cadre, et on revient à une histoire qui est notre histoire, avec des difficultés qui sont nos difficultés. On redevient maître de notre propre destin. Ce qui mine les gens, actuellement, ça n'est pas simplement la baisse du niveau de vie, ou le chômage, ou des perspectives sombres : c'est le sentiment d'impuissance. Avec une appartenance collective, les gens débattent entre eux, éventuellement se foutent sur la gueule, prennent une décision, sont collectivement responsables de ce qui leur arrive. Je suis convaincu que, malgré les difficultés, inévitables, d'une sortie de la zone euro, l'effet psychique serait bénéfique, serait extraordinaire sur tout le monde. (*Il se prend la tête, comme une migraine, maugréant.*) Putain mais on est là, à se faire chier, dans un ensemble de non-décisions, avec Bruxelles, avec Francfort, des négociations humiliantes, sans perspective, avec une histoire infiniment nulle qui se profile, et tout d'un coup, ça y est, on est dans la merde, ensemble, en tant que Français, on retrousse nos manches et on essaie de s'en sortir. Ça n'est pas beau, ça ? Et la démocratie renaît. Et au début, on est un petit peu appauvris. Mais on va quelque part, et nos enfants vont quelque part.



« Les auxiliaires de l'Allemagne »

F.R. : Si la France fait ce choix de rupture...

E.T. : Mais on le fait tous ensemble ! Si la France sort, tout le monde sort.

F.R. : Est-ce que la France peut devenir une force, d'entraînement pour les pays du sud de l'Europe ?

E.T. : Bah évidemment. L'une des abominations, de la situation actuelle, c'est que la mainmise de l'Allemagne sur l'Europe du Sud n'est possible, que par la, complaisance de la France. Au début, Hollande a fait des bruits, « *je vais m'appuyer sur les Italiens, les Espagnols, pour que les Grecs ne soient pas mal traités* », évidemment c'est oublié. Mais la réalité est bien pire que l'inaction : les Allemands calment la France sur le plan financier, empêchent la faillite des banques françaises, et puisque les Français ferment leur gueule, pan !, on peut imposer des politiques d'austérité aux Italiens, aux Espagnols. Le problème, c'est qu'une fois que les autres sont matraqués, les Allemands - et on y vient - vont mettre au pas la France. Sauf, bien entendu, si la France envoie au bain ce système monétaire, alors on va libérer les Italiens, les Espagnols, les Grecs. Mais là actuellement, on se comporte très mal. Je ne sais pas si les Français s'en rendent compte.

F.R. : Au lendemain de son élection, la première préoccupation internationale de Hollande, c'est pour la Grèce. Et avec quel mot d'ordre ? « *Ne pas voter Syriza, parce qu'il ne faut pas mettre à mal l'euro.* »

E.T. : Ne retournez pas le couteau dans la plaie. J'ai tout vu. Je n'ai rien dit, mais j'ai tout vu.

F.R. : Quand vous dites qu' « *on se comporte mal* », on se comporte en kapo du camp Europe ?

E.T. : , *souriant* : Pour une fois qu'un de mes interlocuteurs se montre plus violent, en paroles, que moi, je vais pouvoir jouer les modérateurs : néo-vichyste suffirait. Dans les délires européistes, les gens parlent de « couple franco-allemand », comme s'il y avait une relation égalitaire. Mais là, la stratégie - je n'ose pas dire du gouvernement français, mais des banques françaises - c'est de se positionner en auxiliaires.

F.R. : Est-ce que ça ne fait pas trente ans, depuis 1983, qu'on essaie de pédaler comme les Allemands ?

E.T. : Ça pouvait marcher, les premières années. Mais depuis la réunification, l'Allemagne a fait le choix du retour à la nation, qu'elle aborde avec un temps d'avance sur les autres. Mais l'heure est venue, pour les Français, de comprendre qu'on vit le retour des nations, des nations paisibles, tenant compte de leurs intérêts, dans un esprit coopératif.

LA NATION

« La nation, qui enferme les riches et les pauvres dans un réseau de solidarités, est pour les privilégiés une gêne de tous les instants. Elle est la condition d'existence d'institutions comme la Sécurité sociale, qui est, en pratique, un système de redistribution nationale, incompréhensible sans l'hypothèse d'une communauté d'individus solidaires et égaux. L'antinationisme est, pour des classes supérieures qui veulent se débarrasser de leurs obligations, fonctionnel, efficace, et discret. Il tend à délégitimer l'égalitarisme interne à la société, en activant le projet parfaitement honorable d'un dépassement du nationalisme et des phénomènes d'agressivité entre peuples. (...) Les classes supérieures françaises semblent caractérisées, en cette fin de XXe siècle, par une véritable horreur de la nation en tant que telle, qui n'évoque plus, pour elles, que la guerre et le racisme anti-immigrés.

« Le Paris des bac +5 (ou plus vraisemblablement +2) s'est enflammé pour la défense des droits des immigrés, après s'être ému des problèmes des sans-papiers, mais il n'arrive toujours pas à s'intéresser au peuple des provinces, torturé par une politique européenne et économique qui n'en finit pas de faire monter le taux de chômage. (...) Partout l'émergence d'une strate culturelle supérieure, comprenant en gros 20 % de la population, semble briser l'homogénéité de la nation et rendre possible une solidarité supranationale des privilégiés. »

Retrouvez l'intégralité de l'entretien en vidéo :

Retrouvez notre enquête sur l'Europe dans : **Faut-il faire sauter Bruxelles ?**, François Ruffin, Fakir Éditions, 120 pages.

Prix : une balade dans tout le quartier européen bruxellois pour seulement 7 Euros !

[Commandez-le sur notre boutique](#) ou [téléchargez un bon de commande ici](#).